

France-Rwanda

Balladur tente une contre-offensive

L'ancien chef du gouvernement était entendu hier par la mission d'information parlementaire sur le génocide rwandais. En compagnie de ses trois anciens ministres, Alain Juppé, François Léotard et Michel Roussin. Il a notamment reconnu que « certains » avaient envisagé une opération militaire sur Kigali.

UN « odieux soupçon » ! C'est par ces mots qu'Edouard Balladur entendait hier matin balayer les accusations portées, tant au niveau international que national, contre les responsabilités des pouvoirs français dans le génocide rwandais d'avril-juillet 1994 et dans le processus y ayant conduit. Auditionné par la mission d'information parlementaire (commune aux commissions de la Défense et des Affaires étrangères), en compagnie de trois de ses anciens ministres — François Léotard pour la Défense, Alain Juppé aux Affaires étrangères, et Michel Roussin à la Coopération —, l'ex-premier ministre avait visiblement choisi la contre-attaque, soulignant le rôle personnel de François Mitterrand concernant le « resserrement » des liens France-Rwanda au début des années quatre-vingt-dix et renvoyant la balle sur l'ONU et les pays qui n'ont « rien fait » pour empêcher le génocide dans ce pays, enfin s'en prenant à l'Ouganda et aux Etats-Unis.

Mais balayer des accusations ne signifie pas automatiquement les réfuter. Edouard Balladur clame sa « surprise » et sa « réprobation » ; François Léotard, parlant de l'opération Turquoise, sa « fierté » et son « amertume » ; Alain Juppé proclame que « la France a montré l'exemple »... Concrètement, on n'en aura pas beaucoup plus appris à l'occasion de cette audition effectivement sans précédent sous la V^e République. D'autant plus que, fait exceptionnel, l'audition a été retransmise en direct par la chaîne câblée LCI.

Le problème est que l'indignation de façade ne saurait

remplacer la réponse de fond. Ajoutons qu'il y eut quelques dérapages verbaux. Edouard Balladur parlant de « ceux que vous appelez génocidaires » après avoir qualifié de « classique » l'accord passé par notre pays avec la dictature ethniste de Habyarimana (les massacres furent légion entre la fin de 1990 et le début de 1994, véritables répétitions du génocide qui devait suivre). Alain Juppé justifiant l'évacuation des planificateurs du massacre par les soldats français par cette phrase : « Nous ne pouvions pas les arrêter puisque nous n'avions pas de mission de l'ONU. » Michel Roussin déclarant en substance que ce n'est pas parce qu'il fut, des années durant, chef de cabinet de De Marenches (directeur de la DGSE) qu'il faut imaginer l'intervention de réseaux et une politique du secret.

« Transparence » ou trompe-l'œil

Avant d'asséner cette pétition parfaitement incroyable dans le cas du Rwanda, comme d'ailleurs des autres pays africains francophones avec lesquels la France entretient des liens dits de coopération : « Tout est transparent, tout est contrôlé... » Il suffit de rappeler que les accords de défense passés par Paris avec plusieurs pays africains sont couverts par le secret-défense et ignorés de la représentation nationale pour mesurer le poids de cynisme d'une telle déclaration.

A noter que le même Michel Roussin n'a pas évoqué les récents propos de son successeur à la Coopération, Bernard Debré, confirmant que des livraisons d'armes françaises avaient été effectuées après le début du génocide. Edouard Balladur non plus, d'ailleurs, qui s'est contenté de reconnaître « quelques livraisons après avril 1993 en vertu d'engagements antérieurs », avant de conclure sur la période avril-juillet 1994 : « L'exclus totalement que des fonctionnaires français, militaires ou civils, n'aient pas respecté les décisions prises. »

Une confirmation d'importance en revanche, avec la reconnaissance par Edouard Balladur qu'il y avait eu débat au moment du lancement de Turquoise : « Intervention, interposition ou intervention humanitaire (...). Certains avaient en effet envisagé une intervention militaire sur

Kigali. » Au moment, donc, où la capitale rwandaise était désertée par les forces génocidaires et prise par les combattants du FPR.

Dans une autre intervention, Edouard Balladur s'est plaint de l'isolement international de la France lors de la préparation et du déroulement de l'opération Turquoise (22 juin-21 août 1994) : « Malgré de très nombreuses démarches françaises, aucun pays développé ne s'associa à l'opération Turquoise. (...) Les

Etats-Unis restaient traumatisés par l'échec de leur opération en Somalie. La Belgique n'oubliait pas l'assassinat de ses casques bleus à Kigali. L'Allemagne ne pouvait intervenir pour des raisons constitutionnelles. L'Angleterre estimait qu'il ne s'agissait pas de sa zone d'influence historique. (...) L'Italie a accepté le principe d'un soutien qu'en pratique elle ne mit pas en œuvre. »

François Léotard parlait en guerre contre les révélations multipliées à satiété par la presse

internationale. « Les termes utilisés par certains médias : ambiguïté, silence, complicité sont parfaitement scandaleux et participent à une véritable campagne de dénigrement dont il serait utile de savoir quels sont les véritables bénéficiaires. » Il était relayé sur ce thème par Edouard Balladur, parlant d'une campagne « violente, partisane, haineuse » contre l'action de la France au Rwanda.

L'ancien ministre de la Défense, François Léotard, a notam-

ment exclu toute implication française dans l'affaire des deux missiles ayant abattu le 6 avril à Kigali l'avion des présidents rwandais et burundais. Mais il l'a fait en des termes qu'il faudra garder en mémoire : « Il est peu crédible d'imaginer que ces missiles aient pu transiter entre des mains françaises. (...) Je me refuse à l'imaginer, je ne vois pas comment cela aurait été possible dans des services qui sont contrôlés, qui savent ce qu'ils font et qui n'ont pas du tout ce mandat-là ni cette mission-là. »

Le quotidien belge « le Soir » a affirmé hier que les missiles ont transité juste avant le 6 avril 1994 par la Belgique. Un lot de missiles sol-air aurait été acheminé vers Goma (ex-Zaïre) au départ d'Ostende (ouest de la Belgique) après avoir été entreposé à Bruxelles à l'ambassade du Zaïre, a précisé le quotidien. Le journal a cité les résultats d'une enquête interne du Service d'action et de renseignement militaire zairois (SARM), en indiquant en avoir eu connaissance par le Belge Christian Tavernier. Ce dernier a été longtemps membre du Conseil national de sécurité de Mobutu et a dirigé en 1997 des mercenaires au Zaïre. Les missiles auraient été acheminés au Zaïre par un marchand d'armes très connu en Afrique centrale, dénommé « H », et qui aurait, toujours selon « le Soir », travaillé pour les services secrets français. Auparavant, un universitaire belge, entendu au début d'avril par la mission d'information parlementaire française, avait affirmé, en citant les renseignements militaires belges, anglais et américains, que les deux missiles ayant détruit l'avion des présidents burundais et rwandais avaient été saisis en Irak par l'armée française.

JEAN CHATAIN



Le 6 juillet 1994, dans la région de Gikongoro au Rwanda, non loin de la « frontière » de la zone Turquoise. Batterie de mortiers de 120 mm installée par des soldats français. Et tournée vers l'ouest, là où se trouvaient les combattants du FPR.

En quelques dates

■ Juillet 1975

Les présidents Valéry Giscard d'Estaing et Juvénal Habyarimana signent un accord d'assistance militaire. Dans ce cadre, la France s'engage à une « aide » en armements.

■ 1983

Jean-Christophe Mitterrand prend les rênes de la cellule africaine de l'Elysée. Il noue des relations très personnelles avec plusieurs chefs d'Etat africains, dont Juvénal Habyarimana et son fils Jean-Pierre.

■ Juin 1990

Habyarimana est présent à La Baule pour le discours de François Mitterrand appelant les pays africains à instaurer le multipartisme.

■ Octobre 1990

Intervention franco-belgo-zairoise au Rwanda après la première offensive lancée par le FPR. Belges et Zairois se retirent très vite, les Français restent (opération Noroit). Massacre ethnique à Kibirira.

■ Janvier 1991

Les militaires français interviennent directement contre les combattants FPR. Massacre de la communauté tutsi des Bagogwe par l'armée rwandaise.

■ Novembre 1991

M^r Eric Gillet (FIDH) révèle que des interrogatoires « musclés » de prisonniers FPR et de civils suspects de sympathie à l'égard du Front patriotique sont menés par des officiers français.

■ Février 1992

Le ministère de la Défense détache le lieutenant-colonel

Chollet auprès du général-président Habyarimana pour « l'organisation de la défense et le fonctionnement de l'institution militaire ».

■ Mars 1992

Un contrat égyptien de 6 millions de dollars de fourniture d'armes est « couvert » par le Crédit lyonnais.

■ Janvier 1993

Jean Carbonare, membre d'une commission d'enquête internationale, affirme avoir vu des instructeurs français dans le camp de Bigogwe, « où l'on amenait des civils par camions entiers. Ils étaient torturés et tués ».

■ Décembre 1993

Fin du retrait des troupes françaises décidé après la signature des accords d'Arusha (août).

■ Avril 1994

Le 9, soit deux jours après le début des massacres, la France et la Belgique envoient des troupes à Kigali pour évacuer les expatriés. Le gouvernement français « évacue » aussi à Paris Agathe Habyarimana, fondatrice des « réseaux zéro » (spécialisés dans l'assassinat des opposants), ainsi que d'autres dirigeants du « Hutu Power ». L'ambassade de France ferme ses portes après avoir détruit ses archives. Au Conseil de sécurité, la France vote la réduction de 2.700 à 450 du nombre de casques bleus et observateurs présents au Rwanda. Son représentant s'oppose à l'emploi du terme « génocide ».

■ Juin-août 1994

Opération Turquoise. Les premiers soldats français entrent le 23 juin au Rwanda par Cyangugu. Ils ne partiront que le 23 août.

● « NOUS LE DEMENTIRONS ». Raconté par Gérard Prunier, qui collabora à la cellule de crise mise en place par les autorités françaises durant le génocide rwandais, page 332 de son livre « Rwanda : le génocide » (Dagorno éditeur). Le 19 mai 1994, six semaines donc après le début des massacres, Philippe Jehanne, membre du cabinet du ministre de la Coopération Michel Roussin répond à un interlocuteur : « Nous livrons des munitions aux FAR (Forces armées rwandaises, NDLR) en passant par Goma. Mais bien sûr nous le démentirons si vous le citez dans la presse. »